



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr.: Limitée
21 octobre 2005

Français
Original: Anglais

Deuxième session
Vienne, 10-21 octobre 2005

Projet de rapport

Rapporteur: Said Nasser **Al-Harthi** (Oman)

I. Introduction

1. Dans sa résolution 55/25 du 15 novembre 2000, l'Assemblée générale a adopté la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et deux protocoles additionnels s'y rapportant, le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air. Dans sa résolution 55/255 du 31 mai 2001, elle a adopté un troisième protocole à la Convention, le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions. La Convention est entrée en vigueur le 29 septembre 2003, le Protocole relatif à la traite des personnes le 25 décembre 2003, le Protocole relatif aux migrants le 28 janvier 2004 et le Protocole relatif aux armes à feu le 3 juillet 2005.

2. En application de l'article 32 de la Convention, une Conférence des Parties à la Convention a été instituée pour améliorer la capacité des États parties à combattre la criminalité transnationale organisée et pour promouvoir et examiner l'application de la Convention.

II. Organisation de la session

A. Ouverture de la session

3. La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a tenu sa deuxième session à Vienne du 10 au 21 octobre 2005, durant laquelle elle a tenu [...] séances.



4. La Conférence a été ouverte le 10 octobre 2005 par le Président de sa première session, puis une minute de silence a été observée à la mémoire des victimes des catastrophes naturelles survenues en Asie du Sud et en Amérique centrale.
5. Tous les intervenants de la première séance ont exprimé leurs sincères condoléances et leur profonde compassion aux victimes et à leurs familles des régions touchées par ces catastrophes.
6. Le Président sortant de la Conférence a remercié les membres du bureau de la première session pour leur soutien précieux. Il a mis en lumière les résultats auxquels la Conférence était parvenue à cette session, en particulier l'adoption du programme de travail, qui a fixé l'orientation future de l'exécution de ses mandats. Il a ensuite souligné qu'il était important qu'à sa deuxième session, la Conférence s'acquitte des tâches critiques énoncées dans le programme.
7. Le Président de la Conférence nouvellement élu a encouragé cette dernière à continuer à sa deuxième session d'étudier les moyens et les mécanismes susceptibles de promouvoir l'application de la Convention et de ses protocoles, notamment en s'attachant à examiner les questions relatives à l'assistance technique. À cet égard, il a souligné que si l'application des instruments relevait de la responsabilité des gouvernements, la communauté internationale n'en devrait pas moins s'unir pour aider les pays en développement et les pays en transition à pallier au manque de capacité qui faisait obstacle à l'application. Il a exhorté les participants à faire preuve d'imagination et d'esprit d'innovation, et à rester ouverts à toute suggestion.
8. Le représentant de l'Inde (s'exprimant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine) s'est félicité de l'entrée en vigueur du Protocole relatif aux armes à feu et de l'accroissement du nombre des États parties à tous les instruments. Soulignant le rôle important que la Conférence devrait jouer dans le renforcement de l'application des instruments en établissant des mécanismes à cette fin, il a indiqué que son Groupe attachait une grande importance au point de l'ordre du jour sur l'assistance technique. Rappelant la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice: relever les défis du XXI^e siècle (résolution 55/59 de l'Assemblée générale, annexe), dans laquelle était reconnue la nécessité de combattre les causes profondes de la criminalité, il a engagé la communauté internationale à aider les pays en développement dans ce combat, ainsi que dans l'application de la Convention et de ses protocoles. Il a souligné que le mécanisme d'examen périodique de l'application des instruments devait inclure l'assistance technique aux États parties pour qu'ils les appliquent d'une manière plus efficace. Ainsi, l'évaluation de l'assistance technique serait en fait un examen de l'application des instruments. Le processus conduisant à l'adoption de ces mécanismes devait toutefois être ouvert à tous les États Membres, afin de promouvoir la ratification universelle. Pour terminer, il a remercié l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) d'avoir organisé la Table ronde pour l'Afrique sur le thème "Criminalité et drogues, obstacles à la sécurité et au développement en Afrique: renforcement de l'état de droit", qui s'est tenue à Abuja les 5 et 6 septembre 2005, et l'a invitée à entreprendre des initiatives similaires pour d'autres régions en tenant compte de leurs besoins et à leur demande.

9. La représentante de l'Éthiopie (s'exprimant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Afrique) s'est félicité de l'entrée en vigueur du Protocole relatif aux armes à feu et a engagé tous les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de le ratifier ou d'y adhérer. Il a par ailleurs remercié l'ONUSC d'avoir organisé la Table ronde pour l'Afrique et le Gouvernement nigérian d'avoir accueilli cette rencontre. Elle a réaffirmé que les pays africains étaient résolus à mettre en œuvre le Programme d'action pour l'Afrique 2006-2010, issu de la Table ronde et a invité les partenaires de développement à les y aider, notamment en leur apportant une assistance technique pour l'application effective des dispositions de la Convention et de ses protocoles. Elle a souligné que la deuxième session de la Conférence devrait arrêter des mécanismes appropriés pour atteindre les objectifs de la Convention, notamment en facilitant les activités de formation et l'assistance technique, l'application de la Convention par le développement économique et la prévention de la criminalité, et en encourageant la mobilisation de contributions volontaires à ces fins. La représentante de l'Éthiopie a déclaré que l'Afrique pouvait attester la réalité du lien entre l'insécurité et les activités de groupes criminels organisés transnationaux se livrant au trafic d'armes, qui ont prolongé des conflits, perpétué des crises humanitaires, en particulier dans les pays sortant d'un conflit, et aggravé l'insécurité sur le continent. Elle a également souligné que la criminalité organisée, y compris la traite des personnes, les enlèvements et séquestrations, l'extorsion, la criminalité financière et la corruption, compromettaient l'action de promotion du développement économique et social. Il importait par ailleurs de définir les relations entre la Conférence des Parties et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale afin d'éviter les chevauchements de responsabilités.

10. Le représentant des Philippines (s'exprimant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Asie) a fait valoir qu'à sa première session, la Conférence avait obtenu des résultats remarquables, en particulier l'adoption du programme de travail, qui lui fournissait des points de repère utiles, ainsi qu'aux États parties, dans l'examen des progrès accomplis par ces derniers dans l'alignement de leurs régimes législatifs sur la Convention et ses protocoles. Soulignant que la capacité des États parties d'appliquer effectivement les instruments dépendait pour une part non négligeable de la disponibilité de l'assistance technique, il a exprimé l'espoir qu'à sa deuxième session, la Conférence définirait son rôle quant à l'évaluation des besoins d'assistance technique des États et élaborerait les réponses les plus efficaces pour satisfaire ces besoins. Il a également insisté sur la nécessité de maximiser les synergies entre la Conférence et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que la future Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, de façon à ce que des réponses opérationnelles et bien coordonnées puissent être menées contre la criminalité transnationale. Se félicitant de l'entrée en vigueur récente du Protocole relatif aux armes à feu, il a exprimé l'espoir que la Conférence s'attacherait dûment à en examiner l'application.

11. Le Représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est exprimé au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne. Les pays adhérents, Bulgarie et Roumanie, les pays candidats, Croatie et Turquie, ainsi que les pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, Albanie, Bosnie-Herzégovine, ex-République yougoslave de Macédoine et Serbie-et-Monténégro et la Norvège et l'Islande, pays membres de

l'Association européenne de libre-échange et de l'Espace économique européen, ainsi que la République de Moldova et l'Ukraine, se sont associés à cette déclaration. Le Représentant du Royaume-Uni a souligné que l'Union européenne avait participé à la première session de la Conférence et espérait que la deuxième session parviendrait à des résultats clairs et ciblés qui garantiraient l'application effective de la Convention. L'Union européenne prenait très au sérieux les menaces posées par la criminalité transnationale organisée aux niveaux national, régional et international et insistait résolument pour que ses membres mènent rapidement à terme le processus de ratification. Le représentant a souligné qu'il importait que la session se penche sur l'exécution et l'organisation de tâches communes. Indiquant que l'Union était favorable à l'idée d'élaborer un programme de travail pluriannuel qui porterait sur les différentes matières de la Convention et de ses protocoles, il a noté qu'il était essentiel de poursuivre un dialogue constructif pour aboutir à des propositions fermes visant à affiner le plan de travail des sessions futures. Il a fait valoir que la collecte, l'échange et l'analyse d'informations avaient un rôle considérable à jouer dans l'application effective de la Convention et que, partant, il importait d'établir une image claire des tendances et de l'évolution de la criminalité transnationale organisée, ainsi que des mesures que prennent les États pour la combattre. Pour éviter, autant que possible, les doubles emplois, il était essentiel de créer des conditions qui permettraient aux organisations de se connaître et d'en tirer mutuellement parti. Le représentant a réaffirmé que la Convention devrait être efficace, avoir un impact considérable en ce qui concerne la criminalité transnationale organisée et proposer des solutions de coopération afin de garantir que les ressources sont ciblées et utilisées de manière à promouvoir un maximum d'impact au bénéfice de tous.

12. Le représentant de l'Ukraine (s'exprimant au nom des États du Groupe GOUAM (Azerbaïdjan, Géorgie, République de Moldova et Ukraine), a souligné l'importance de la ferme détermination de la communauté internationale à renforcer les actions communes menées contre la criminalité transnationale organisée, ce qui est un succès considérable pour l'ONU. Il a souligné que la Conférence devrait devenir un instrument efficace pour consolider la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité. En outre, elle était l'occasion de continuer à examiner la mise au point d'un mécanisme devant faciliter et coordonner l'application de la Convention. Il a été noté qu'il faudrait veiller à éviter tout chevauchement d'activité entre un tel mécanisme et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption. L'intervenant a souligné que la Convention contre la criminalité organisée et ses protocoles constituaient une base solide pour renforcer le système mondial d'actions concertées contre la criminalité organisée, tant sur le plan national que sur le plan international. Il a insisté sur le fait que la mise en œuvre efficace de stratégies globales de prévention du crime aux niveaux local, national et international serait décisive et que le rôle que jouaient les organisations régionales et l'ONUDC dans ces efforts ne saurait être surestimé. Il a souligné que dans la Charte de Yalta, les États du Groupe GOUAM s'étaient engagés à lutter contre la criminalité transnationale organisée. Ils ont réaffirmé cet engagement lors du sommet tenu à Chisinau en avril 2005 et dans la déclaration intitulée "Au nom de la démocratie, de la stabilité et du développement", ainsi que la nécessité de continuer à renforcer la

coopération contre le terrorisme international, l'extrémisme, la traite des personnes, la migration illégale, la prolifération des armes de destruction massive, le blanchiment d'argent et la corruption. Le Centre virtuel du Groupe GOUAM de lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, le trafic de drogues et les autres formes dangereuses de criminalité comprenait un système unifié d'échange de données aux fins des opérations et des projets de lutte antiterroriste visant à intensifier la coopération et l'interaction entre les États du Groupe GOUAM dans le domaine du contrôle frontalier et douanier qui renforcerait leur capacité à assurer la sécurité aux niveaux national et régional. À cet égard, le représentant de l'Ukraine a exprimé l'espoir que la coopération entre les États du Groupe GOUAM et l'ONUSC dans ces domaines soit des plus utiles pour le Groupe.

13. Le représentant du Mexique (s'exprimant au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) a souligné que le Groupe attachait une grande importance à la Convention et à ses Protocoles, qui encourageaient la coopération et la coordination des efforts entrepris au niveau national contre la criminalité transnationale organisée grâce à des mécanismes tels que l'entraide judiciaire, l'extradition, la formation et l'assistance technique. Il s'est donc félicité de l'augmentation du nombre d'États parties aux instruments, en particulier au Protocole relatif aux armes à feu, qui avait ainsi pu entrer en vigueur. Il a en outre souligné qu'il était nécessaire de continuer à promouvoir l'application des instruments. Se fondant sur le principe de la responsabilité partagée, il a insisté sur l'importance de la fourniture d'une assistance technique pour surmonter les difficultés rencontrées dans l'application des instruments ainsi que sur la nécessité d'établir un lien entre l'assistance technique et ces mécanismes, tel qu'énoncé à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 30 et à l'article 32 de la Convention.

14. Dans sa déclaration liminaire, le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directeur exécutif de l'ONUSC a souligné que la Convention et ses protocoles avaient provoqué un changement de perspective copernicien, qui a amené tous les États à prendre conscience du fait qu'aucun pays ne pouvait à lui seul combattre le fléau qu'était la criminalité mais qu'il fallait y apporter une réponse globale. À cet égard, il a instamment prié les États qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier la Convention et ses Protocoles, assurant que l'ONUSC était disposé à fournir une assistance aux États dans ce sens. Reconnaissant que la criminalité était à la fois la cause et la conséquence de la pauvreté, de l'insécurité et du sous-développement, il a exprimé l'espoir que l'ONUSC joue le rôle de catalyseur et motive les organismes de développement à travailler avec lui en synergie. Il a également informé les participants des récentes initiatives de l'Office visant à promouvoir une approche globale et équilibrée qui permette à tous de travailler sur différents fronts avec la même ardeur et la même efficacité. En premier lieu, l'Office avait récemment publié un rapport sur la criminalité et le développement en Afrique et invitait tous les participants à examiner cette nouvelle initiative. Dans ce contexte, il a souligné les rôles majeurs que la Conférence pourrait jouer non seulement dans la lutte contre la criminalité et dans la protection des victimes, mais aussi dans la promotion du développement, de la paix et de la sécurité. Pour que la Conférence réussisse cette entreprise, il l'a vivement encouragée à réfléchir sérieusement aux moyens nécessaires pour faire en sorte que tous les États parties s'acquittent de leurs obligations de lui communiquer les informations demandées d'une manière rapide, précise et exhaustive. La Conférence

ne saurait faire de recommandations spécifiques sans informations pertinentes sur l'application des instruments. L'attention des participants a été appelée sur des questions telles que les dispositions des instruments qui devraient être examinées par la Conférence dans une étape ultérieure, afin d'élargir la base de connaissances et de continuer à faire des progrès pour mener à terme le premier cycle d'examen de l'application de la Convention. Enfin, l'intervenant a appelé l'attention des participants sur les questions cruciales concernant l'assistance technique, en rappelant le lien qui existait entre l'assistance technique et l'application de la Convention. Il a souligné qu'une approche stratégique de l'assistance technique pourrait se traduire par une utilisation plus rationnelle, mieux ciblée et bien adaptée des ressources afin de répondre à des besoins spécifiques et de produire des résultats tangibles et mesurables.

B. Élection du Bureau

15. À sa 1^{re} séance, le 10 octobre, la Conférence des Parties a élu par acclamation les membres du Bureau ci-après:

Président: Peter Poptchev (Bulgarie)

Vice-Présidents: Antenor Pereira Madruga Filho (Brésil)
Amadou Traore (Burkina Faso)
Wu Hailong (Chine)
Ljiljana Vodopija-Cengic (Croatie)
Jose Luis Santiago Vasconcelos (Mexique)
Mandy McDonald (Nouvelle-Zélande)*
Olawale Idris Maiyegun (Nigéria)
Aurelio Perez Giralda (Espagne)

Rapporteur: Said Nasser Al-Harthy (Oman)

16. À sa première session, la Conférence a décidé que les postes de président et de rapporteur devraient être pourvus par roulement entre les groupes régionaux et que ce roulement devrait se faire dans l'ordre alphabétique. Ainsi, à la deuxième session, le président de la Conférence a été nommé par le Groupe des États d'Europe orientale et le Groupe des États d'Asie a été chargé de nommer un vice-président et le rapporteur.

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

17. À sa 1^{re} séance, le 10 octobre 2005, la Conférence des Parties a adopté l'ordre du jour suivant pour sa deuxième session:

1. Questions d'organisation:

- a) Ouverture de la deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;

* Sera remplacée par Gordon Hook (Nouvelle-Zélande) pendant la deuxième semaine de la Conférence (17-21 octobre 2005).

- b) Élection du Bureau;
 - c) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux;
 - d) Participation d'observateurs;
 - e) Adoption du rapport du Bureau concernant les pouvoirs.
2. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée:
- a) Examen de l'adaptation fondamentale de la législation nationale à la Convention;
 - b) Début de l'examen de la législation sur l'incrimination et des difficultés rencontrées dans l'application des dispositions pertinentes de la Convention, conformément au paragraphe 2 de son article 34;
 - c) Intensification de la coopération internationale et développement de l'assistance technique pour surmonter les difficultés constatées dans l'application de la Convention.
3. Examen de l'application du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée:
- a) Examen de l'adaptation fondamentale de la législation nationale au Protocole relatif à la traite des personnes;
 - b) Début de l'examen de la législation sur l'incrimination et des difficultés rencontrées dans l'application de l'article 5 du Protocole relatif à la traite des personnes;
 - c) Intensification de la coopération internationale et développement de l'assistance technique pour surmonter les difficultés constatées dans l'application du Protocole relatif à la traite des personnes;
 - d) Échange de vues et d'expérience en matière de protection des victimes et de mesures de prévention, tirées essentiellement de l'application des articles 6 et 9 du Protocole relatif à la traite des personnes, y compris les mesures de sensibilisation.
4. Examen de l'application du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée:
- a) Examen de l'adaptation fondamentale de la législation nationale au Protocole relatif aux migrants;
 - b) Début de l'examen de la législation sur l'incrimination et des difficultés rencontrées dans l'application de l'article 6 du Protocole relatif aux migrants;
 - c) Intensification de la coopération internationale et développement de l'assistance technique pour surmonter les difficultés constatées dans l'application du Protocole relatif aux migrants;

- d) Échange de vues et d'expérience tirées de l'application des articles 15 et 16 du Protocole relatif aux migrants.
- 5. Autres questions:
 - a) Examen des questions se rapportant au Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée;
 - b) Relation entre la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et la future conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption.
- 6. Activités d'assistance technique.
- 7. Examen des dispositifs permettant d'atteindre les objectifs de la Conférence des Parties, conformément aux paragraphes 3 à 5 de l'article 32 de la Convention.
- 8. Examen des prescriptions en matière de notification, conformément aux articles pertinents de la Convention (art. 5, par. 3; art. 6, par. 2 d); art. 13, par. 5; art. 16, par. 5 a); art. 18, par. 13 et 14; et art. 31, par. 6) et du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, mer et air (art. 8).
- 9. Ordre du jour provisoire de la troisième session de la Conférence des Parties.
- 10. Adoption du rapport de la Conférence des Parties sur les travaux de sa deuxième session.

D. Participation

18. Ont assisté à la deuxième session de la Conférence des représentants de [...] États parties. Y ont également assisté les États signataires/observateurs, d'autres États observateurs et des observateurs d'organismes du système des Nations Unies, d'instituts du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales.

19. À la deuxième session, le Bureau a recommandé que la Conférence des Parties accorde le statut d'observateur aux organisations non gouvernementales qui figurent sur la liste des participants, recommandation faite, étant entendu qu'à l'avenir, le secrétariat respecterait strictement l'article 17 du règlement intérieur.

20. La liste des participants figure à l'annexe I du présent rapport.

E. Adoption du rapport du Bureau concernant les pouvoirs

21. Conformément à l'article 18 du règlement intérieur:

“1. Les pouvoirs des représentants de chaque État partie et les noms des personnes constituant sa délégation sont communiqués au secrétariat, si possible 24 heures au moins avant l’ouverture de la session.

2. Toute modification ultérieure de la composition de la délégation est également communiquée au secrétariat.

3. Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l’État ou du chef du gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères ou, dans des cas exceptionnels, d’une personne habilitée par l’un ou l’autre d’entre eux, ou, dans le cas d’une organisation régionale d’intégration économique, de l’autorité compétente de cette organisation.”

22. L’article 19 du règlement intérieur dispose que “le Bureau de la session examine les pouvoirs et fait rapport à la Conférence”.

23. Le Bureau a indiqué à la Conférence que sur les [...] États parties qui ont participé à la deuxième session, [...] se sont conformés aux exigences en matière de pouvoirs. [...] États parties, à savoir: [...], ne se sont pas conformés aux dispositions de l’article 18 du règlement intérieur de la Conférence des Parties. Le Bureau a rappelé que chaque État partie était tenu de communiquer les pouvoirs de ses représentants conformément à l’article 18 du règlement intérieur, puis il a invité les États parties qui ne l’avaient pas encore fait à remettre au secrétariat, dès que possible mais au plus tard le 26 octobre 2005, les originaux des pouvoirs de leurs représentants.

24. Le Bureau a également indiqué à la Conférence qu’il avait examiné les pouvoirs communiqués et les avait jugés recevables.

25. La Conférence des Parties a adopté le rapport du Bureau concernant les pouvoirs à sa [...] séance, le [...].

F. Documentation

26. À sa deuxième session, la Conférence des Parties était saisie, en plus des documents établis par le secrétariat, [...] (CTOC/COP/L.2-[...]). Une liste des documents figure à l’annexe II du présent rapport.

III. Examen de l’application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

27. À ses 1^{re} à 5^e séance, du 10 au 12 octobre, la Conférence des Parties a examiné le point 2 de l’ordre du jour sur l’examen de l’application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. La Conférence était saisie d’un rapport analytique établi par le secrétariat (CTOC/COP/2005/2) à partir des informations reçues d’un certain nombre d’États parties et de signataires, en réponse au questionnaire sur l’application de la Convention élaboré par le secrétariat et approuvé par la Conférence à sa première session (CTOC/COP/2004/L.1/Add.2).

28. Tenant compte de ses travaux au titre du point 2 de l'ordre du jour, la Conférence a décidé que sur la base du rapport analytique, elle examinerait le respect par les États parties des prescriptions en matière d'incrimination et de coopération internationale, ainsi que les difficultés qu'ils ont rencontrées dans ces deux domaines. Elle a décidé que cet examen se ferait sous la forme d'un débat interactif en plénière et que des groupes de travail pourraient être constitués comme prévu pour favoriser un examen plus approfondi et élaborer des projets de décision sur des questions spécifiques, qui seront présentés pour examen à la Conférence.

29. Un groupe de travail à composition non limitée a ainsi été constitué à la 5^e séance. Animé par la Vice-Présidente, [...] (Croatie), il s'est penché sur des questions relatives à l'extradition, à l'entraide judiciaire et à la coopération internationale aux fins de confiscation. Les résultats des travaux du groupe de travail ont été portés à l'attention de la Conférence à sa [...] séance sous la forme d'un projet de décision présenté par son Président (CTOC/COP/2005/[...]). Des consultations informelles ont également été tenues sur la question concernant la mise à jour des informations recueillies pour la deuxième session de la Conférence et sur le programme de travail élaboré pour sa troisième session, ce qui a abouti à la présentation d'un projet de décision par la Vice-Présidente, [...] (Nouvelle-Zélande) (CTOC/COP/2005/L.[...]) à la [...] séance de la Conférence.

30. Notant que 47 % seulement des États parties avaient répondu au questionnaire sur l'application de la Convention, la Conférence a examiné les moyens de faire face à cette situation qui limitait la base de connaissances requise pour qu'elle s'acquitte de son mandat, à savoir examiner l'application de la Convention et formuler des recommandations pour améliorer la Convention et son application, conformément aux alinéas d) et e) du paragraphe 3 de l'article 32 de la Convention. Il a été souligné que la fourniture des informations demandées par la Conférence était une obligation légale pour les Parties en vertu du paragraphe 5 de l'article 32 de la Convention. Le fait de répondre aux questionnaires élaborés par le secrétariat et approuvés par la Conférence était également pour les Parties un moyen de partager leurs expériences sur l'application de la Convention, facilitant par là même la coopération internationale et créant des possibilités d'échange de connaissances et de meilleures pratiques.

31. Certains intervenants ont fait des observations sur les obstacles et les difficultés rencontrées par les Parties lorsqu'elles s'acquittaient de leurs obligations en matière d'établissement de rapports en vertu de la Convention et ont indiqué que leurs pays avaient besoin d'une assistance du secrétariat à cet égard.

32. Examinant la question de savoir comment les informations fournies par les États dans les questionnaires devaient être compilées et distribuées à la Conférence, certains intervenants ont exprimé le souhait de recevoir ces informations dans un format qui permettrait de déterminer le respect des prescriptions par chaque État partie, en plus du rapport synthétique et général fourni sous la forme d'un rapport analytique.

33. De nombreux intervenants ont communiqué à la Conférence des informations détaillées sur l'adaptation de leur législation nationale aux prescriptions de la Convention en matière d'incrimination. Ils ont fait référence aux dispositions des codes pénaux nationaux et autres législations internes conférant le caractère d'infraction pénale à la participation à un groupe criminel organisé, au blanchiment

du produit du crime, à la corruption et à l'entrave au bon fonctionnement de la justice, et des éclaircissements ont été apportés sur les éléments spécifiques de ces infractions dans les dispositions internes. Certains intervenants ont identifié des lacunes dans le champ d'application de la législation interne en ce qui concerne ces infractions, faisant notamment référence à la portée insuffisante des infractions principales par rapport au blanchiment d'argent et aux lacunes dans les éléments constitutifs de l'infraction d'entrave au bon fonctionnement de la justice. Ont également été fournies des informations sur l'établissement de la compétence sur la base des motifs obligatoires et facultatifs prévus dans la Convention ainsi que sur l'établissement de la responsabilité des personnes morales et les dispositions autorisant la confiscation du produit du crime. Certains orateurs ont estimé que la confiscation du produit du crime était un domaine que leur pays avait besoin de connaître davantage et où il devrait mettre à niveau sa législation interne afin d'appliquer pleinement la Convention.

34. De nombreux orateurs ont informé la Conférence de l'application des prescriptions de la Convention en matière de coopération internationale dans leur pays. Ils ont fourni des informations concernant la base législative et conventionnelle sur laquelle l'extradition et l'entraide judiciaire pouvaient être accordées dans leurs systèmes juridiques internes. Certains intervenants ont relevé des insuffisances dans leur disposition relative à la coopération internationale, notamment l'absence d'une base législative globale pour la fourniture de l'entraide judiciaire et de dispositions internes pour des procédures d'extradition simplifiées et le manque d'expérience dans l'utilisation de la vidéoconférence pour les dépositions de témoins. Concernant l'obligation prévue dans la Convention de traduire en justice les auteurs d'infractions n'ayant pas été extradés pour des motifs de nationalité, un intervenant a noté que les difficultés rencontrées pour obtenir une entraide judiciaire d'autres États aux fins de poursuites judiciaires en avaient entravé le respect.

35. Un certain nombre d'intervenants ont informé la Conférence que leur législation était en cours de révision et que des projets de loi étaient actuellement élaborés afin de remédier aux insuffisances dans l'application de la Convention. Certains intervenants ont indiqué que de nouvelles législations avaient été adoptées après la remise du questionnaire et qu'ils communiqueraient des informations à jour dans le prochain questionnaire.

36. À la 5^e séance, le Ministre chilien de la justice a fait une déclaration. Avant de présenter les dispositions législatives adoptées par son pays en application de la Convention, il a rendu compte des efforts déployés par le Chili pour réformer son système de justice pénale en vue de le rendre efficace, transparent, impartial et accessible à tous. La réforme avait notamment porté sur la modernisation du code de procédure pénale, qui prévoyait désormais que le procureur général serait chargé de diriger les enquêtes et les poursuites et lui attribuait des responsabilités spécifiques conformes aux dispositions de la Convention dans les domaines de la protection des victimes et des témoins et de la coopération judiciaire avec des États étrangers. La réforme du système judiciaire représentait une première étape cruciale pour donner au Chili les moyens de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention. Le Ministre a insisté sur l'importance d'un système de justice pénale pleinement opérationnel, efficace et impartial pour garantir l'application appropriée et uniforme de la loi, condition *sine qua non* pour lutter avec succès contre la

criminalité transnationale organisée. Il a également souligné l'importance des campagnes de sensibilisation visant à familiariser le public en général avec le fonctionnement du système de justice pénale comme moyen d'accroître la capacité d'adaptation, la transparence et la responsabilité de ce système.

37. Au cours de l'examen de la question par la Conférence, le secrétariat a porté à son attention un certain nombre de documents qui pourraient être utiles aux États dans l'application de la Convention. Outre les *Guides législatifs pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant*¹, les documents comprenaient les travaux préparatoires de la Convention (dont une version préliminaire en anglais a été distribuée lors de la Conférence), le Traité type d'extradition (résolutions 45/116 et 52/88 de l'Assemblée générale), le Traité d'entraide juridique en matière pénale (résolutions 45/117 et 53/112), les manuels révisés concernant les divers traités types, revus et mis à jour par l'ONUDC pour y inclure des références complètes à la Convention contre la criminalité organisée et à la Convention des Nations Unies contre la corruption, et la Loi type de l'ONUDC sur l'extradition (mise à jour en 2004). Faisant des observations sur un échange de vues concernant l'interprétation des dispositions de la Convention en matière d'entraide judiciaire, le secrétariat a noté que ces questions étaient généralement abordées dans les commentaires officiels sur les conventions. La Conférence voudra peut-être examiner à une session ultérieure si le moment est venu de prier le secrétariat de produire un tel commentaire.

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.05.V.2.